

## GCSP Policy Paper 2014/7 – October 2014



### Sri Lanka: du Conflit à la Reconstruction par Olivier Guillard

#### Points clés

- Longtemps montrée du doigt pour son interminable conflit ethnico-religieux et son haut niveau de violence, l'insulaire nation sri lankaise est aujourd'hui un acteur sud-asiatique renaissant, achevant son premier quinquennat de paix depuis trois décennies.
- Rythmé par une dynamique de reconstruction soutenue et une croissance économique vigoureuse, ce retour à un quotidien pacifique n'occulte pas l'existence d'importantes contingences intérieures. A commencer par une réconciliation nationale – entre vainqueurs politiques et militaires du conflit et minorités ethniques – pour l'heure loin de satisfaire les communautés concernées et des observateurs étrangers sceptiques, occidentaux pour la plupart.
- Critiqué sur ce dossier sensible par le concert des nations, l'exécutif sri lankais se cabre, affiche un courroux non dissimulé, mais peine à donner des gages de bonne volonté. A l'automne 2014, poussé dans les cordes – et par nature peu préoccupé par le qu'en dira-t-on extérieur – le régime du Président M. Rajapaksa ne vacille guère sur ses solides convictions.
- Assimilant l'instance de la communauté internationale avec ingérence, Colombo joue en représailles de la compétition régionale entre l'Inde et la Chine à son profit, au grand déplaisir de la première (et de Washington), au contentement à peine dissimulé de la seconde.
- Si en l'état des lieux la réconciliation nationale de l'ancien Ceylan paraît davantage relever du long terme que de l'immédiat, la réconciliation de Colombo avec diverses capitales occidentales semble également s'apprécier dans une perspective plus ou moins incertaine.

## Un quart de siècle de conflit; un quinquennat de paix

Au large des côtes indiennes, dans l'insulaire Sri Lanka posée au milieu de l'océan Indien, le bruit des canons, celui des explosions et des attentats ont cessé, voilà cinq ans, de tonner aux oreilles d'une population éreintée par trois décennies d'une meurtrière guerre civile ethnico-religieuse<sup>1</sup>. Au printemps 2009, défaite militairement par des forces régulières pléthoriques, la guérilla séparatiste tamoule des *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE; les «Tigres tamouls») rend les armes, cesse d'apparaître comme une menace sécuritaire ou un challenger à l'autorité de l'armée et du pouvoir civil de Colombo. Triomphant, tout puissant, le gouvernement – à commencer par son Président, M. Rajapakasa – revêt les habits de sauveur de la nation, de défenseur d'une unité nationale finalement préservée, d'une sécurité nationale longtemps compromise par les vellétés séparatistes d'une guérilla considérée, à son zénith, comme la mieux structurée du monde.

2

La paix, dessein longtemps jugé hors de portée et si ce n'est de propos, finissait par être imposée sur les 65 000 km<sup>2</sup> du territoire national; pour la plus grande joie alors des autorités, d'une armée à la fierté rétablie et d'une majorité des 22 millions de Sri Lankais confrontés pour la première fois en une génération à un environnement politique et sécuritaire post-conflit. Ayant un quart de siècle durant appelé les diverses parties à mettre un terme – politique et négocié – à cet interminable conflit civil (le plus long observé aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles en Asie), la communauté internationale prenait également acte du terme de cette guerre dans l'ancien Ceylan. S'ouvrait alors pensait-on avec une certaine allégresse une ère de paix et d'espoir. Aux combats succédaient la concorde et la reconstruction; aux violences et attentats le dialogue et les élections. Insufflés par un environnement enfin propice à la réhabilitation des provinces sinistrées par des décennies de sous-investissements, les projets de développement allaient se multiplier aux quatre coins de l'île, y compris dans le nord (Wanni;

1 Entre 80 000 et 100 000 victimes entre 1983 et 2009; 40 000 morts lors des cinq derniers mois du conflit.

péninsule de Jaffna) et l'est (côte orientale), où feu le LTTE avait entretenu l'illusion d'un *Eelam tamoul* indépendant.

## Quand reconstruction rime avec réconciliation (pour le gouvernement)

Pour les autorités, enivrées par une victoire militaire allant rapidement se traduire en termes politiques<sup>2</sup>, l'heure était à l'exaltation, si ce n'est à la frénésie. Bulldozers, grues et engins de chantier apparaissaient en peu de temps dans le paysage national, se substituant aux engins blindés et autres transports de troupes de la *Sri*

**“La réconciliation par les briques, les canalisations, le bitume et l'électricité”, résume ironiquement un universitaire de Colombo.**

*Lankan army*. Rien à priori qui ne fut alors jugé de mauvais goût, y compris par les observateurs internationaux, enthousiasmés (dans les premiers temps) par cet élan constructeur inimaginable un an plus tôt. Certes, des provinces connaissaient des développements plus rapides et mieux ciblés que d'autres; dans

l'euphorie, nul ne saurait être parfait, dans le sous-continent indien comme ailleurs, en temps de guerre comme en temps de paix. Pour les autorités de ce pays au panorama ethnico-religieux<sup>3</sup> diversifié, pressées par la communauté internationale de *réussir la paix* avec autant d'ardeur qu'elles le firent pour gagner la guerre, la réconciliation nationale passait en priorité par la réhabilitation des infrastructures (routes, ponts, voies ferrées, alimentation électrique, etc.), des villes, localités, zones rurales longtemps inaccessibles, oubliées ou balafrees par les hostilités<sup>4</sup>. Une reconstruction matérielle au forceps donc, faisant moins cas d'une toute aussi indispensable réconciliation des âmes, des esprits, des communautés et des sensibilités<sup>5</sup>.

Cinq ans ont passé depuis l'annonce, mi-mai 2009, de la victoire définitive de l'armée sur les

2 Organisation en 2010 d'un scrutin présidentiel anticipé (de plus d'un an) voyant le chef de l'Etat sortant M. Rajapaksa (au pouvoir depuis 2005) remporter les faveurs de l'électorat (élu avec 57% des suffrages).

3 Au plan religieux, le bouddhisme est la foi de 69% de la population; viennent ensuite l'hindouisme (7,8%), l'islam (7,6%) et le christianisme (6,2%); non déclarés (10%). Source : ministère français des Affaires étrangères.

4 “Jaffna industrial estate promises jobs”, *The Hindu*, 27 août 2014.

5 Croissance du Produit intérieur brut (PIB) de +8,2% en 2011, +6,4% en 2012, de 6,3% en 2013.

derniers combattants du LTTE, recroquevillées, le dos à la mer, sur un périmètre côtier réduit (dans des circonstances particulières, faisant débat, sur lesquelles nous reviendrons plus loin). A l'été 2014, lorsque le visiteur étranger évoque auprès des autorités sri lankaises la question – sensible – des avancées tangibles en matière de réconciliation nationale, ces dernières égrènent, sur un ton convaincu, la liste des projets de développement menés ces dernières années dans les régions où la minorité tamoule (sur)vit en nombre.<sup>6</sup> «La réconciliation par les briques, les canalisations, le bitume et l'électricité» résume ironiquement un universitaire de Colombo, circonspect face à cette lecture *originale* du concept de réconciliation nationale.

### **Scepticisme des minorités, réserves de la communauté internationale**

Ce professeur de l'Université de Colombo n'est pas le seul citoyen sri lankais à s'émouvoir des avancées minimales observées ces cinq dernières années sur le délicat chantier post-conflit de la concorde intercommunautaire et de la réconciliation. L'ancienne Présidente Chandrika Kumaratunga (1994-2005), pour ne mentionner que cette dernière, s'inquiétait il y a peu<sup>7</sup> des carences observées en la matière et du peu d'empressement de l'administration Rajapaksa à y remédier, alors que divers épisodes de violences interethniques locales malmenaient à nouveau l'île (cf. attaques contre la minorité musulmane mi-juin).

Pour sa part, la communauté internationale et notamment l'ONU demandent avec insistance ces deux dernières années à Colombo de faire montre de davantage de conviction, d'engagement et de résultats sur ce dossier critique pour la stabilité nationale et son rétablissement durable. En mars 2014, le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU adoptait à Genève une résolution<sup>8</sup> explicite en faveur de la réconciliation et du respect des droits de l'homme au Sri Lanka, invitant instamment Colombo à réaliser une enquête exhaustive sur les conditions de la fin

6 Mission de l'auteur de la note au Sri Lanka en juin 2014; entretiens avec les autorités, l'opposition, la société civile, chercheurs, universitaires et journalistes.

7 *The Hindu* ; 24 juin 2014.

8 Voir le détail à partir du lien suivant <http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14447&LangID=E>

du conflit et les violations des droits de l'homme perpétrées alors par les deux parties (LTTE; armée). Des capitales régionales influentes, à l'instar de New Delhi, ont dernièrement<sup>9</sup> renouvelé leur souhait de voir Colombo s'investir avec plus d'entrain et moins d'arrière-pensée dans cette entreprise.

### **Colombo, déterminée face à la tempête**

Face à une montée de boucliers gagnant en virulence ces derniers mois, alors que l'image extérieure du pays souffre de l'ambivalence du gouvernement sur cette épineuse question, l'administration Rajapaksa ne demeure pas en reste pour défendre ses positions et justifier son bilan. Le chef de l'Etat ne ménage guère sa peine pour convaincre ses compatriotes et ses interlocuteurs étrangers du sérieux de ses efforts pour panser les séquelles profondes nées du quart de siècle écoulé: évocation du processus de réconciliation nationale en face à face avec le 1<sup>er</sup> ministre indien N. Modi en mai 2014; nomination en juillet de trois personnalités internationales réputées<sup>10</sup> pour assister la *Mission Persons Commission* dédiée à l'étude des conditions disputées dans lesquelles ont pris fin les hostilités au printemps 2009; en appelant<sup>11</sup> à l'harmonie intercommunautaire, ou encore en brandissant régulièrement<sup>12</sup> le spectre d'une possible résurgence du terrorisme tamoul pour justifier la modestie des *avancées*, enfin, en reprenant le ton martial face aux ennemis de la stabilité intérieure et de la paix<sup>13</sup> ou en criant à l'intolérable ingérence extérieure dans les affaires nationales<sup>14</sup>. Qu'ils résident dans le pays ou à l'étranger, les (nombreux) critiques du discours officiel ne manquent pas de renouveler, à mesure que se mobilise sur le sujet la communauté internationale, leur scepticisme marqué, estimant qu'en l'absence d'une *réelle* volonté politique de la part du pouvoir et d'efforts tangibles – des déficiences

3

9 "Sri Lanka must ensure justice for Tamils: Modi", *The Hindu*, 23 août 2014.

10 Desmond Da Silva, Geoffrey Nice et David Crane.

11 "Sri Lanka president calls for communal harmony", *Xinhuanet*, 23 juin 2014.

12 "Sri Lanka Warns of Attempts by Tamil Diaspora", *The Indian Express*, 18 mai 2014; "Malaysia arrests three suspected Tamil Tigers", *Gulf News*, 25 mai 2014.

13 "Sri Lankan President orders crackdown on extremists", *Xinhuanet*, 22 juin 2014.

14 "Colombo cautions diplomats on local sensitivities", *The Hindu*, 6 août 2014.

que déplore l'homme de la rue à Jaffna, Kandy Trincomalee ou Batticaloa – la réconciliation nationale demeurera à l'arrêt. Une mobilisation qui émeut certes ce régime présidentiel fort et largement immune à la pression internationale; insuffisamment toutefois pour significativement infléchir son positionnement, moins encore l'amener à se poser la question de sa légitimité.

### **Le Sri Lanka, l'opprobre international et le jeu triangulaire Colombo-Delhi-Pékin**

Poussée dans les cordes, faisant l'objet de sentiments désormais moins favorables sur la scène internationale (ONU; Etats-Unis; Union européenne) pour sa gouvernance sujette à caution et son attitude ambiguë en matière d'harmonie intercommunautaire – y compris de la part du *Big Brother* régional indien, très attentif au sort de la minorité tamoule sri lankaise – Colombo n'entend pas s'en laisser compter et, habilement, parvient à capitaliser sur cette position pourtant *a priori* inconfortable. Pour cela, les autorités n'hésitent pas à recourir à la *carte chinoise*, un atout décisif dans le jeu de Colombo<sup>15</sup>, à valoriser notamment vis-à-vis de Washington et de New Delhi (capitales parmi les plus promptes à presser le gouvernement sri lankais de joindre le geste à la parole sur les divers contentieux évoqués plus haut), dont les sentiments *sino-sceptiques* ne sont plus à démontrer. En affichant ostensiblement une *certaine proximité*<sup>16</sup> avec Pékin, cet acteur

apprécié de divers voisins du sous-continent indien<sup>17</sup> et riverains<sup>18</sup> de l'océan du même nom, Colombo touche la délicate fibre de la fierté indienne, inquiète des ambitions de la Chine dans son *pré carré* régional et de ses dernières percées, notamment dans l'ancien Ceylan<sup>19</sup>. Avec un certain succès, du reste<sup>20</sup>.

En conclusion, hérissée par les *comptes* que lui demandent avec de plus en plus de véhémence la communauté internationale, Colombo ploie mais ne rompt pas. La perspective du prochain scrutin présidentiel (2016) et sa possible organisation anticipée (2015) ajoute à la volatilité de l'environnement domestique sri lankais, le chef de l'Etat sortant ne pouvant prendre le risque, dans un contexte nationaliste marqué, de donner à son électorat<sup>21</sup> le sentiment de céder aux exigences du concert des nations. Une réalité augurant peu d'avancées décisives à court terme en direction d'une esquisse de réconciliation nationale à laquelle aspire une majorité de Sri Lankais; un souhait légitime, une évolution nécessaire cinq ans après la fin d'un douloureux conflit ethnico-religieux, encore présent dans toutes les mémoires.

octobre 2014

15 "India, China and Sri Lanka: The Uneasy triangle", *Euroasiareview*, 4 août 2014.

16 En 2013, la Chine était le 1<sup>er</sup> investisseur direct étranger au Sri Lanka (36% du total). 'Mi-septembre 2014, pour la première fois depuis trente ans, le chef de l'Etat chinois effectua une visite officielle au Sri Lanka, durant laquelle divers accords bilatéraux substantiels furent conclus et les démonstrations de soutien du visiteur à son hôte manifestes et répétées.

17 Pakistan, Bangladesh; Maldives et Népal dans une moindre mesure.

18 Birmanie.

19 "China-Sri Lanka ties at new high, focusing on trade, investment", *Xinhuanet*, 26 juillet 2014. "Sri Lanka's Growing Links with China", *The Diplomat*, 6 mars 2014.

20 "Modi's India seeks special relationship with Lanka", *The Sunday Times*, 2 août 2014.

21 "Sri Lanka election monitors alarm at escalating violence in run-up to voting", *Xinhuanet*, 27 août 2014.

**NB:** Ce document reflète seulement l'avis de l'auteur et pas nécessairement la vue officielle du GCSP.

### **A propos de l'auteur**

Dr. Olivier Guillard est directeur de recherches Asie à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) de Paris et chercheur au Centre de recherche sur l'Inde et l'Asie du sud (CERIAS) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il exerce parallèlement des fonctions de directeur de l'information de la société Crisis 24, un cabinet de conseil et d'ingénierie spécialisé dans l'analyse et la gestion des risques internationaux.

Les GCSP Policy Papers sont disponibles sur [www.gcsp.ch](http://www.gcsp.ch)